

De surprenantes alliances au Parlement européen

Il n'est pas rare à Strasbourg de voir Mélenchon et Le Pen voter, à l'unisson, avec l'UMP et le PS. Le bon vieux clivage gauche-droite ne s'exerce que dans une petite minorité de cas



Publié le mercredi 23 avril à 20h04 - Mis à jour le jeudi 24 avril à 10h06

Par Béatrice Houchard

@bouchard3

Pour comprendre le Parlement européen, à un mois des élections du 25 mai, il ne faut surtout pas vouloir l'interpréter avec les schémas qui prévalent à Paris. Rien ne ressemble moins au Palais Bourbon que le Parlement de Strasbourg. A côté de la politique française, terre d'affrontement, la politique européenne apparaît comme le royaume du consensus. La Fondation Robert Schuman et la Fondation Notre Europe vont rendre publique, en fin de semaine, une étude qui montre à quel point le schéma de confrontation droite-gauche n'a sa place, entre Strasbourg et Bruxelles, que pour une minorité de textes. Yves Bertoncini et Thierry Chopin ont épluché le vote des 74 élus français entre 2009 et 2014, en se basant sur les statistiques du site Vote Watch Europe et celles du Parlement européen. Le résultat est édifiant.

Pendant la législature qui s'achève, il y a eu environ 18 000 votes, dont 6 000 « par appel nominal », les autres étant à main levée. Les auteurs en ont conclu qu'il y a trois types de majorités au Parlement européen : les « majorités de confrontation » (seulement 30 % des cas), où la droite et la gauche (le groupe socialiste et le groupe PPE, Parti populaire européen) s'opposent ; les « majorités de grande coalition », première surprise de l'étude (30 % des votes), où droite et gauche se retrouvent unies face aux extrêmes. Enfin, seconde surprise, les « majorités de consensus », dans 40 % des votes, et où les élus français du PS, de l'UMP, du MoDem, d'Europe-Ecologie-Les Verts, mais aussi du Front national et du Front de gauche votent de la même manière. Un sacré coup de canif dans les discours musclés souvent communs de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen.

Alors qu'on murmure, à Paris, que certains élus de l'UMP pourraient voter en faveur du pacte de responsabilité du gouvernement le 29 avril, les eurodéputés UMP et socialistes n'ont pas de ces pudeurs à Strasbourg. Les auteurs de l'étude listent ainsi toute une série de textes où le vote est, tantôt unanime, tantôt quasi unanime, entre la droite, le centre, les écologistes et les socialistes au Parlement européen : création d'une union bancaire ; mutualisation des dettes publiques des pays membres par la création d'eurobonds ; création d'un service diplomatique européen ; et même renforcement du contrôle par la Commission européenne de la surveillance des politiques budgétaires et économiques des Etats membres. Un vote qui laisse peu de place, ensuite, au fameux « c'est la faute à Bruxelles... », que l'on entend en France, et pas seulement dans la bouche des souverainistes.

Elus UMP et PS ont voté ensemble pour l'augmentation et pour une plus grande flexibilité du budget de l'Union européenne, mais les écologistes et les centristes se sont abstenus. Sur la priorité budgétaire donnée aux subventions agricoles, les écos et les deux extrêmes ont également voté contre.

Dans 40 % des votes, c'est le consensus général qui prévaut, par exemple quand il s'agit de défendre le siège du Parlement européen à Strasbourg ou de lancer un fonds d'aide de 3,5 milliards d'euros pour les plus démunis. Quand, en mai 2012, la question est posée de créer une nouvelle taxe sur toutes les transactions financières à l'intérieur de l'Union européenne afin de dégager de nouvelles ressources, même vote unanime, sauf Philippe de Villiers, qui vote contre, et les trois élus FN (Bruno Gollnisch, Jean-Marie Le Pen, Marine Le Pen), qui s'abstiennent. Les Français se retrouvent aussi bien soudés pour dire leur méfiance face aux OGM ou – les écologistes exceptés – pour dire non à la sortie du nucléaire.

Enfin, certains votes passés inaperçus pendant la législature écoulée ne manquent pas d'étonner. Le 23 mai 2013, une très grande majorité de députés européens demande que les services culturels et audiovisuels soient exclus des négociations sur l'accord de libre-échange entre l'Europe et les Etats-Unis : 22 élus UMP et 3 centristes votent pour. Mais 11 élus Verts, les élus du Front de gauche et du Front national, ainsi qu'une élue centriste (Corinne Lepage) et trois élus socialistes votent contre, tandis que les élus MoDem et huit socialistes s'abstiennent.

Quant à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières « pour des raisons de sécurité », elle est votée le 12 juin 2013 par l'UMP et le PS, mais le Front de gauche, les écologistes et Bruno Gollnisch (en l'absence de Jean-Marie et Marine Le Pen) sont contre, sans doute pas pour les mêmes raisons...

Enfin, l'allongement du congé maternité de 14 à 20 semaines (et rémunéré à taux plein) a été voté en octobre 2010 par la gauche et les écologistes, mais repoussé par la droite et les élus Front national. Un vote droite-gauche bien classique, comme à l'Assemblée nationale à Paris ? Non, car le vote a finalement été acquis par 327 voix contre 320, grâce à l'apport de 82 élus du PPE (droite et centre) venus de Pologne, d'Italie, de Hongrie et de Lituanie. Consensus, quand tu nous tiens !